

« Lula-Obama : 1-0 »

Par Jean-Paul Marthoz*

(*Le Soir*, 9 mars 2010)

No. Prononcé en portugais, le mot a été reçu cinq sur cinq en anglais. Non, le Brésil, le géant sud-américain, la 10e puissance industrielle mondiale, n'approuvera pas de nouvelles sanctions contre l'Iran. Du moins pas maintenant.

La décision de Brasília est tombée alors que Hillary Clinton effectuait une tournée en Amérique latine. Elle a été prise en connaissance de cause. Fin décembre, la secrétaire d'Etat américaine avait prévenu : « *Les Etats latino-américains qui voudraient flirter avec l'Iran devraient s'attendre à en payer les conséquences.* »

Quelles conséquences ? Des sanctions économiques, une intervention militaire, une bouderie diplomatique ? Comme l'écrit Michael Shifter, directeur adjoint de l'Inter-American Dialogue, l'un des centres d'études les plus influents de Washington, « *les Latino-Américains ont cessé de se préoccuper de ce que pensent les Etats-Unis* ».

Le constat est un peu exagéré, mais il est vrai qu'au cours des dix dernières années, marquées par l'agitation du président Hugo Chavez et de ses alliés, les Etats-Unis avaient cru pouvoir compter sur le Brésil pour calmer le jeu et freiner la contestation de l'influence américaine au sud du Rio Grande. Pariant sur l'immense popularité du président Obama au sein de ce pays métis, la nouvelle administration démocrate cherchait un partenaire sûr à Brasília. Elle découvre qu'elle y a un concurrent.

Un chapitre de l'histoire se referme, celui qui avait conféré aux Etats-Unis le pouvoir de régenter les évolutions politiques et les alignements diplomatiques dans ce qu'ils considéraient comme leur arrière-cour. La doctrine Monroe, du nom du président James Monroe, auteur en 1823 de la fameuse phrase : « *L'Amérique aux Américains* » (ou dans une traduction plus impertinente : « *l'Amérique latine aux Nord-Américains* ») apparaît désormais aussi démodée qu'une redingote des Tuniques bleues.

Quelques jours avant la visite de Hillary Clinton, dépassant leurs querelles et leurs contradictions, les Latino-Américains avaient d'ailleurs tenu à clarifier les choses. Le 23 février, réunis à Cancún, au Mexique, ils ont tout simplement décidé de créer une nouvelle organisation régionale, réservée aux seuls États latino-américains, avec Cuba et sans les Etats-Unis ni le Canada. Même si ce projet risque de se perdre dans les ambiguïtés et les rivalités de la latino-américanité, il a été clairement conçu comme une alternative à l'Organisation des Etats américains, une institution qui siège à Washington et qui a longtemps fait figure de « ministère des colonies des Etats-Unis ».

L'administration Obama paie les faux pas de sa première année de mandat. Son cafouillage à la suite du putsch au Honduras a vexé le Brésil qui avait fait de la restauration du président Zelaya l'axe de sa diplomatie régionale. Son empressement à signer avec la Colombie des accords sur l'utilisation de bases militaires par les troupes américaines a été considéré par Brasília comme une faute. Son refus de lever l'embargo qui frappe Cuba y a été dénoncé comme un manque de vision.

Le malaise, toutefois, vient de plus loin. L'Amérique latine a très mal vécu les années Bush. La rhétorique guerrière des néoconservateurs a réveillé une hostilité atavique contre toute forme d'ingérence extérieure et de politique de la canonnière. Le continent s'est senti « négligé » : après le 11 Septembre, la politique des Etats-Unis à l'égard de la région s'est limitée à saper l'influence de Hugo Chavez et à soutenir la Colombie et le Mexique, les deux Etats-pivots de la « guerre contre la drogue ».

La Chine, la Russie et dans une moindre mesure l'Inde et l'Europe ont profité de cette distraction américaine pour avancer leurs pions économiques et stratégiques dans la région. Les échanges commerciaux ont quadruplé entre la Chine et l'Amérique latine au cours de la dernière décennie et les accords à caractère militaire ou sensible, notamment dans le domaine nucléaire, se sont multipliés, en particulier entre le Venezuela et la Russie et entre la France et le Brésil. L'Iran est même venu narguer le Grand Satan dans sa « chasse gardée ».

Finalement – et c'est peut-être l'évolution la plus lourde de ces dernières années –, le Brésil s'est de plus en plus affirmé comme une puissance régionale et globale qui n'entend pas devenir le « partenaire » des Etats-Unis si ce terme traduit dans les faits une quelconque déférence par rapport à Washington.

La modération de Lula s'est dans une large mesure révélée plus embarrassante pour les intérêts à long terme des Etats-Unis que les fanfaronnades du président vénézuélien. Le Brésil reste disposé à coopérer avec Washington, mais à ses conditions.

Itamaraty, le Quai d'Orsay brésilien, a développé une diplomatie ambitieuse qui prône la médiation internationale, la neutralité idéologique et le rééquilibrage entre le Nord et le Sud. De leur côté, les forces armées brésiliennes se sont engagées dans un programme stratégique qui devrait leur permettre de contester à terme l'hégémonie militaire des Etats-Unis en Amérique du Sud.

« *L'Amérique latine, notait récemment Jorge Castañeda, ancien ministre mexicain des Affaires étrangères, ne peut pas se permettre de se couper des Etats-Unis.* » Les deux régions sont, en effet, intimement liées par le commerce ou les migrations. Elles ont des intérêts communs : la lutte contre le trafic de drogue, le renforcement de la démocratie, la reprise économique.

Les vieux réflexes n'ont pas totalement disparu. « *Obama doit moins penser en termes de partenariat que de leadership* », écrivaient récemment Christopher Sabatini et Jason Marczak, du Council of the Americas, le réservoir à pensées des multinationales américaines.

L'air du temps impose, au contraire, un changement de paradigme et de ton à Washington. L'Amérique latine contribue inévitablement à dessiner le « monde post-américain ». Un monde où les Etats-Unis ne seront plus l'hyperpuissance décrite par Hubert Védrine, mais bien une superpuissance obligée de redéfinir ses rapports avec des pays émergents qui seront, tour à tour, des partenaires et des rivaux.

* Journaliste et essayiste.